

DISCOURS PRONONCÉ PAR LE PARLEMENTAIRE CARLOS JIMÉNEZ À TITRE DE PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES (COPA)

Quito, Équateur, le 2 juin 2006

Notre assemblée aura atteint son objectif ultime si nous, qui avons juré aujourd'hui en toute sincérité et honnêteté d'accomplir loyalement le mandat qui nous a été confié, sommes fidèles à notre serment.

Nous le faisons en étant conscients que, durant ses presque dix ans d'existence, la COPA n'a cessé de consolider sa présence comme voix des parlementaires des Amériques et, surtout, comme voix de la société que les Parlements représentent.

Au nom du Congrès mexicain et, bien sûr, de tous les Mexicains, j'assume cette lourde responsabilité, et je le fais en étant convaincu que le serment que nous avons prêté aujourd'hui exigera de chacun de nous énormément de dévouement pour pouvoir accomplir de façon irréprochable les objectifs de la COPA.

Je suis on ne peut plus reconnaissant à mes collègues mexicains de la confiance qu'ils m'ont témoignée en me jugeant apte à diriger la COPA au cours de cette étape qui sera sans doute cruciale pour la suite des choses.

Au moment où la COPA a vu le jour -- et on l'a bien souligné aujourd'hui --, elle a pris son envol un peu animée d'une volonté de refléter le sentiment de la société à l'égard du projet de création de la fameuse ZLEA, projet aujourd'hui décrié par certains parce qu'à ce jour, les expériences d'intégration semblent avoir été menées en se limitant à l'intégration commerciale, économique et financière sans qu'on se préoccupe des aspects sociaux et de développement qui entreraient en ligne de compte si on visait une répartition plus horizontale et plus équitable de la richesse.

Notre organisme a tenu à participer à cette négociation pour qu'on ne laisse pas aux seuls gouvernements le pouvoir de décider en toute liberté du destin des peuples en signant des accords commerciaux, car, par le passé, de tels accords ont souvent engendré encore plus de pauvreté et d'inégalité dans les différentes régions concernées.

Quand j'ai joint la COPA, inspiré par Pierre et par Laurita Pavón, laquelle en était alors la présidente, j'ai compris que la mission qu'il nous faudrait accomplir était très difficile et colossale. Nous savons que c'est à nos gouvernements, au nom de nos États, que revient la responsabilité constitutionnelle de négocier des accords et des traités commerciaux et de promouvoir le processus d'intégration. Mais nous savons également que les Parlements ne sauraient se tenir à distance de ces négociations, puisque, très souvent, celles-ci ont été menées sans qu'on tienne compte du profil humain et social de ce genre d'intégration.

La COPA est favorable à l'intégration. D'ailleurs, nul d'entre nous n'oserait nier que la mondialisation soit là pour rester, et j'ai moi-même affirmé ici à plusieurs reprises que la question n'est pas de savoir si la COPA doit ou non appuyer ou promouvoir un accord d'intégration qui porterait sur l'ensemble de notre continent, car, comme je l'ai toujours dit, cette question est stérile. Nous ne saurions échapper à la mondialisation, pas plus d'ailleurs qu'au processus d'intégration, celui-ci étant l'unique voie qui s'offre à nous pour devenir plus forts et plus compétitifs.

L'important, comme je l'ai affirmé à répétition dans ce forum, c'est de se demander quel type d'accord nous voulons et pour quel type de négociations nous allons lutter. Je crois que c'est là-dessus que doit porter la discussion. Nous devons nous faire à l'idée que, comme parlementaires, nous ne pouvons nous en tenir à une vision axée exclusivement sur le marché, mais reconnaître que, jusqu'ici, le marché n'a pas été en mesure de résoudre avec justice le problème du développement social, ce qui saute aux yeux. De là l'importance cruciale du rôle qui échoit à la COPA pour l'avenir des négociations en vue d'une intégration plus salubre.

Si j'ai tenu à commencer cette brève allocution par cette réflexion, c'est que nous ne saurions faire abstraction de l'origine de cet espace de réflexion, de discussion, de construction de consensus qui nous a permis d'exercer des pressions sur les Parlements de notre continent.

C'est ainsi qu'est née la COPA, et quelle splendide occasion nous aurons, dans à peine un an, lorsque nous célébrerons notre dixième année d'existence, de nous lancer à nouveau dans la poursuite de cette lutte pour une intégration plus équitable. Nous ne pouvons envisager une ZLEA qui ne serait soucieuse que des seuls intérêts de la grande puissance voisine de mon pays. Il nous faut aspirer à une ZLEA qui soit vraiment en mesure de remédier aux asymétries et de nous mener à l'édification d'une Amérique beaucoup plus juste.

Voilà quelle est la philosophie de cet espace parlementaire qui n'a cessé de se renforcer tout au long de cette période. Au cours de notre mandat, nos efforts porteront également sur deux ou trois autres aspects. D'abord sur la migration, cet impressionnant phénomène contemporain qui est intimement lié à celui de la mondialisation et qui a des conséquences considérables pour bon nombre de nos nations.

C'est singulièrement le cas de mon pays. À l'heure actuelle, près de 8 millions de Mexicains vivent illégalement aux États-Unis et y travaillent. Les 20 milliards de dollars ou presque qu'ils injectent chaque année dans l'économie mexicaine représentent à toutes fins utiles la première source de devises étrangères de notre pays. Les Parlements de nos nations ne sauraient souffrir que des compatriotes de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et du Mexique aient à quitter ainsi leur patrie pour aller vivre dans un pays étranger où il ne leur est pas possible d'évoluer dans la dignité.

Nos Parlements ne sauraient demeurer indifférents à la lutte que ces gens mènent pour obtenir des conditions de vie plus respectueuses de leurs droits fondamentaux. J'ai moi-même été migrant aux États-Unis et j'ai deux frères qui y vivent depuis plus de 20 ans, et je sais qu'il s'agit là d'un combat que la COPA se doit d'appuyer plus résolument. Il nous faudra non seulement participer à la lutte pour l'intégration commerciale ou l'intégration continentale à laquelle nous songeons ici, mais également nous attaquer au phénomène de la migration en tant que responsabilité de nos propres gouvernements qui n'ont pas été capables d'offrir aux citoyens de meilleures possibilités.

Je tiens à demander à chacun de mes collègues de cette nouvelle équipe de direction de contribuer à faire en sorte que nous participions de plus près à cette lutte, à ce que nous redoublions d'efforts pour nous joindre à ces gens dans cette merveilleuse et extraordinaire manifestation de force et d'unité et, naturellement, pour accompagner les Parlements de nos pays dans ces circonstances.

Sur un autre chapitre, et je termine là-dessus, Monsieur le Président, j'estime qu'il nous faut renforcer la diplomatie parlementaire. Les gouvernements ne sont pas nécessairement habiles, ni forcément efficaces, lorsqu'il s'agit d'aplanir les inégalités entre nos peuples, de ménager de meilleurs accommodements, et, surtout, de réunir des consensus et conclure des accords pour nous permettre de progresser dans la poursuite d'objectifs communs. Non, ce n'est manifestement pas le cas, comme nous pouvons le constater chaque jour.

En principe, nos Parlements sont déjà les instruments privilégiés pour remédier aux inégalités entre nos peuples et favoriser la conclusion d'accords, mais qu'arriverait-il si ces mêmes Parlements adhéraient à cette vision continentale grâce au fait que la COPA se serait montrée plus dynamique que par le passé sur le front de la diplomatie parlementaire? Je crois qu'il nous faudra exercer résolument des pressions dans ce sens parce que ce rôle de la COPA revêtira une importance de plus en plus grande à mesure que nous nous montrerons plus proactifs en matière de diplomatie parlementaire et que nous amènerons nos Parlements à devenir véritablement des lieux où se tiendra un dialogue reflétant en fin de compte ce que ressent la société.

Les gouvernements ont parfois des visions qui ne reflètent que la philosophie ou l'idéologie du parti au pouvoir, tandis que les Parlements, eux, sont pluralistes, représentent toutes les expressions de la société et possèdent incontestablement une énorme capacité d'influence. Et la COPA a pour mission de les amener à exercer pleinement ce rôle et le devoir de contribuer elle-même davantage à ce dialogue continental.

Je crois que la COPA, en acceptant le défi qui lui est posé aujourd'hui -- celui de se faire davantage valoir, je dirais même de devenir plus protagoniste, non seulement en dialoguant plus étroitement avec les autres organismes parlementaires de notre région ou les organisations parlementaires mondiales comme, par exemple, l'Union interparlementaire mondiale, mais également en appuyant la tenue d'un dialogue beaucoup plus intense dans les diverses régions du monde -- serait du coup mieux à même de défendre les intérêts de la société.

Tels sont nos objectifs. Bien que présentés, j'en conviens, d'une façon très générale, ils sont, à mon avis, tout à fait réalisables. Je vous invite donc tous à redoubler d'efforts pour insuffler à la COPA un plus grand dynamisme afin d'en faire un organisme parlementaire beaucoup plus reconnu dans les forums de discussion mondiaux.